

## Sanglant bras de fer à Bangkok<sup>1</sup>

La Thaïlande a vécu durant des mois des affrontements d'une violence inégalée depuis deux décennies. Le public occidental en aura retenu des images de violents combats de rue entre les « chemises rouges » et l'armée, rempart des « chemises jaunes ». Un conflit sanglant et exotique aux yeux de la plupart des téléspectateurs. Mais encore ?

Ce pays du sud-est asiatique vit au rythme des crises politiques depuis des années. Mais la plupart des observateurs qui suivent la situation thaïlandaise s'accordent pour reconnaître que ce récent conflit dépasse l'affrontement entre l'opposition politique « rouge » et le gouvernement du Premier ministre Abhisit Vejjajiva. Entre Thaksin Shinawatra, un milliardaire finaud et démagogue renversé par un putsch militaire après avoir gouverné de 2001 à 2006, aujourd'hui en exil, et son tombeur, le champion des élites de Bangkok et de la royauté. Derrière ce duel, on voit s'approfondir la fracture sociale entre la caste des nantis protégés du pouvoir et la grande masse d'une population dans le besoin. Le fait est que la Thaïlande est l'un des pays socialement les plus inégalitaires d'Asie. Selon un rapport de la Bank of Thailand, les 20 % de la population au haut de l'échelle contrôlent 69 % de la richesse nationale contre tout juste 1 % pour les 20 % au bas de l'échelle. Le revenu moyen des 20 % au bas de l'échelle est d'à peine 1 443 bahts ou 45 dollars par mois – le seuil officiel de pauvreté. Lorsque, l'année dernière, l'économie s'était contractée de 3,5 %, ce furent les petits paysans, les commerçants ainsi que la classe ouvrière qui furent le plus durement touchés. Le développement économique n'a certes pas profité à tout le monde. Soixante-dix mille comptes en banque, soit moins de 1 % du total, abritent près de 42 % de l'épargne nationale. Nombre d'analystes voient donc dans les événements récents l'expression d'une confrontation de classe dans une société traditionnellement hiérarchisée.

### 18 coups d'état depuis 1932

La Thaïlande connaît aujourd'hui un calme précaire, cadencée qu'elle est par les lois d'exception, la restriction des libertés civiles et les limitations imposées aux déplacements dans le pays. Mais tout apaisement durable et, a fortiori, toute réconciliation semblent hors de portée du pouvoir.

Pour rappel, le mouvement des Chemises rouges avait fait l'objet de rudes mesures répressives de l'armée en avril 2009 à la suite de violentes manifestations organisées à l'occasion d'un sommet asiatique, d'ailleurs reporté pour des raisons de sécurité. En septembre, le gouvernement thaïlandais sortait une loi fort peu constitutionnelle pour contrer une manifestation de l'opposition à Bangkok, destinée à commémorer le 3<sup>ème</sup> anniversaire du coup d'État mené contre Thaksin, exigeant sa réhabilitation et de nouvelles élections. De longs mois d'affrontements allaient se succéder. En mai, les blindés de l'armée intervenaient contre les opposants retranchés dans une zone commerciale du centre de Bangkok. Plusieurs personnes étaient tuées qui venaient s'ajouter aux nombreuses victimes civiles recensées depuis le début des affrontements entre les militaires et les « chemises rouges » en avril (le 7 de ce mois, le Premier ministre avait décrété l'état d'urgence).

Les leaders de l'opposition, qui veulent faire tomber le gouvernement en place, n'avaient d'autre choix que de se rendre mais le conflit n'était pas éteint, attisé notamment par la violence des interventions militaires et le refus d'envisager de nouvelles élections dont tout indique qu'elles seraient défavorables au pouvoir en place. En outre, les camps en présence sont loin d'être homogènes. « Il y a des généraux qui financent le mouvement des chemises rouges. Ils figurent sur la liste des parrains financiers du mouvement publiée par le gouvernement. Certains font un pari sur l'avenir. « En se disant qu'Abhisit appartient au passé et que ce sont les rouges qui écrivent l'avenir », analysait, dans *Le Monde*, Arnaud Leveau, le directeur adjoint de l'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (Irasec).

La Thaïlande reste profondément divisée. Pour l'*Agence France presse*, Michael Montesano, chercheur à l'Institut des études sur l'Asie du sud-est de Singapour, a évoqué une « atmosphère de carnaval qui se transforme en violence (et qui) vient de très loin. » 18 coups d'Etat ou tentatives ont eu lieu depuis l'instauration de la monarchie

---

<sup>1</sup> par MAURICE MAGIS, chargé de communication de l'ACJJ – juillet 2010.

constitutionnelle en 1932. Ainsi en 1992 lorsque le roi Bhumibol Adulyadej était intervenu pour faire cesser les hostilités. Cette fois, il est resté fort absent, hospitalisé depuis septembre 2009, courtisé par l'aristocratie, la magistrature et la hiérarchie militaire, alors que la reine passe pour afficher un comportement partisan en faveur des « jaunes ». L'arrivée dans les années 2000 de Thaksin Shinawatra, Premier ministre populiste, réélu de façon triomphale puis renversé par un putsch militaire en 2006, manifestant sa sensibilité à l'égard des démunis du Nord, région où il est né, a éveillé la conscience politique des sans-grades. Il n'est pourtant pas un saint, accusé qu'il est de népotisme, de corruption et d'atteintes aux droits de l'Homme. « Comment un multimilliardaire tel que M. Thaksin (...) n'investirait-il pas une partie de son immense fortune dans un combat dont il peut espérer des bénéfices personnels ? De là à ne voir dans les 'rouges' que des pantins manipulés, dont le cerveau étroit aurait été 'lavé' par une propagande malveillante, il y a un pas que certains ont franchi ces derniers mois.<sup>2</sup> » Des « rouges » présentés par les castes dirigeantes comme des « paysans malpropres, sales et vulgaires ».<sup>3</sup>

## Un long face-à-face

Après le coup d'Etat de 2006, les chefs militaires royalistes ont dirigé le pays pendant plus d'un an. Mais les élections de 2007, à leur vif mécontentement, ont de nouveau été remportées par le Parti du Peuple, proche de Thaksin. Un nouveau putsch se préparait. En 2008, le mouvement des « chemises jaunes » multipliait les manifestations, à l'image de celles ayant précédé le putsch. En septembre, l'état d'urgence était décrété pour 12 jours après des heurts entre anti- et pro-gouvernementaux. Le sang coulait. La Cour constitutionnelle interdisait le parti du Premier ministre Somchai Wongsawat, beau-frère de Thaksin. Le président du Parti démocrate, Abhisit Vejjajiva, soutenu par les « jaunes », arrivait au pouvoir à la tête d'une coalition de six partis. La situation était mûre pour un nouveau face-à-face qui dure toujours malgré de vaines tentatives de conciliation, les « rouges » exigeant la dissolution du Parlement.

Les chances d'un compromis semblent nulles. L'incapacité de Vejjajiva à mettre fin aux manifestations, ainsi que le bain de sang qui a accompagné les interventions des militaires ont fragilisé son pouvoir et un nouveau déchaînement de violences n'est pas à exclure.

Élément nouveau, le 13 juillet, le procureur général a officiellement demandé la dissolution du Parti démocrate du Premier ministre. En cause, une donation irrégulière faite il y a plusieurs années. En 2005, le PD aurait reçu 258 millions de bahts (près de 6 millions d'euros) d'un magnat du ciment, soit une somme supérieure au maximum autorisé par la loi. Le dossier a été transmis à la Cour constitutionnelle, qui statuera dans les prochains mois. En cas de culpabilité, les têtes du parti seraient bannies de la vie politique pour des années. A moins qu'Abhisit Vejjajiva ne lance une nouvelle formation pour participer aux élections finalement annoncées pour l'an prochain.

## Etat d'urgence

Pour l'heure, l'état d'urgence, imposé en avril en Thaïlande pendant les manifestations des « chemises rouges » antigouvernementales, a été prolongé à Bangkok et dans une vingtaine de provinces, un mois et demi après une crise politique qui a fait 90 morts et 1 900 blessés. Malgré les appels en faveur de sa levée et à moins de trois semaines d'une législative partielle, le gouvernement a suivi l'appel des forces de sécurité.

Une bonne partie de la Thaïlande est donc, pour trois mois supplémentaires, soumise à un texte qui interdit les rassemblements de plus de cinq personnes, et permet à la police et à l'armée de détenir un suspect pendant trente jours sans mandat de la justice.

Les « rouges » exigent des élections, rappelant qu'Abhisit Vejjajiva est arrivé au pouvoir sans passer par les urnes, à la faveur de décisions de justice favorables et d'un renversement d'alliance parlementaire.

« Le gouvernement utilise [l'état d'urgence] comme un outil pour éradiquer ses rivaux politiques et faire taire les médias », affirme Pormpong Nopparit, porte-parole du parti Puea Thai, premier parti de l'opposition, pro-rouge. Bangkok a connu une élection législative partielle le 25 juillet, sous état d'urgence. Kokaew Pikulthong, un des

---

<sup>2</sup> « Etat d'urgence prolongé en Thaïlande ». Le Monde du 6 juillet 2010.

<sup>3</sup> « Le roi, les élites et le peuple thaï ». Le Monde diplomatique, juillet 2010.

leaders des « rouges », en détention provisoire pour « terrorisme », était opposé au vice-ministre des affaires étrangères Panich Vikitsreth, candidat du Parti démocrate de M. Abhisit. Celui-ci l'a emporté. « Une victoire *écrasante et transparente* », a estimé le nouveau député, mais dans un district traditionnellement acquis aux démocrates où à peine 50% des électeurs concernés se seraient rendus aux urnes. De son côté, le Puea Thai, a reconnu sa défaite et l'explique par l'extension du décret d'urgence et une atmosphère de peur pendant la campagne. En outre, son candidat a dû faire campagne... depuis sa cellule, maintenu en détention en vertu du décret d'urgence. Les élections nationales, elles, n'auront pas lieu avant 2011.

L'appel de Navi Pillay, haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, pour la constitution d'une commission indépendante chargée d'enquêter sur les violences qui ont fait près de 90 morts et 2 000 blessés, en grande majorité des civils, a été rejeté. Abhisit Vejjajiva a refusé toute participation internationale et a nommé un ancien procureur général, Kanit Na Nakhon, connu pour être un proche des militaires et du Parti démocrate au pouvoir, à la tête de cette commission. Un homme qui avait été chargé, par le gouvernement mis en place après le coup d'État de 2006 contre Thaksin, d'enquêter sur les violations des droits de l'homme commises par le premier ministre renversé.